

Consultation n°8490

CPEOM – QUELERN – Création d'une nouvelle station de distribution de carburant

AAPC – Pièce-jointe n°2 – Informations complémentaires à la publicité

ARTICLE 1 : Présentation de la procédure

La procédure retenue pour la présente consultation est la procédure adaptée consacrée par les articles R2323-1 à R2323-4 du Code de la commande publique. Cette consultation est un appel à candidature. Cette procédure est réalisée en 2 étapes :

- 1 phase candidature
- 1 phase offre

Le dossier de consultation des entreprises n'est pas transmis aux candidats à ce stade de la procédure, il sera transmis lors de la phase offre aux candidats en capacité d'exécuter le marché. Lors de la phase candidature, les candidats ne doivent pas remettre d'offre. A l'issue de l'étape de candidature, seuls les candidats admis à soumissionner seront invités à remettre une offre. Celle-ci devra être déposée sur la PLACE avant la date indiquée dans la lettre de consultation.

ARTICLE 2 : Dématérialisation de la procédure

Cette consultation est dématérialisée. Toutes les candidatures devront IMPERATIVEMENT être déposées sur le portail www.marches-publics.gouv.fr (un certificat numérique (RGS* ou** conditions de sécurité équivalentes) délivré par un organisme agréé est nécessaire pour ce mode de transmission).

Pour les candidats retenus à l'issue de l'appel de candidature, les documents décrits comme composants le dossier de consultation seront disponibles sur le site www.marches-publics.gouv.fr. L'attention des candidats est attirée sur le fait que la ou les adresses de messageries communiquées dans le formulaire DC1, feront foi pour la transmission de l'ensemble des documents dans le cadre de la présente procédure via le site www.marches-publics.gouv.fr. Il appartient au candidat de relever son courrier électronique régulièrement. La responsabilité du pouvoir adjudicateur ne saurait être recherchée si le candidat a communiqué une adresse erronée ou s'il n'a pas consulté ses messages en temps utiles.

En cas de difficultés sur la Plateforme des Achats de L'Etat (PLACE), un service de support téléphonique est également mis à disposition des entreprises souhaitant soumissionner aux marchés publics.

ARTICLE 3 : Informations relatives à la négociation

Le pouvoir adjudicateur négocie avec les soumissionnaires les offres initiales et toutes les offres ultérieures, à l'exception des offres finales. Cependant, sous réserve d'offres de qualité suffisante, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'attribuer sur la base des offres initiales ou intermédiaires. Dans ce cas, ces dernières seront considérées comme offres finales. En cas de négociation, celle-ci se fera, si nécessaire, en plusieurs étapes.

ARTICLE 4 : Forme juridique

Conformément aux articles R. 2342-12 à 14 et R. 2351-7 du Décret 2018-1075 du 03.12.2018, les candidats doivent indiquer dans leur dossier de candidature s'ils se présentent en tant que candidat individuel ou en tant que groupement d'opérateurs économiques. La forme du groupement n'est pas imposée. Toutefois, si le candidat souhaite se présenter sous la forme d'un groupement conjoint, le mandataire sera solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur pour l'exécution de la totalité du marché.

Conformément à l'article R. 2342-13 du code de la commande publique, les candidats ont la possibilité de modifier la composition des groupements et d'en constituer de nouveaux entre la remise des candidatures et la remise des offres initiales ou, le cas échéant, lorsque les circonstances liées à la complexité des spécifications le justifient, jusqu'au terme de la négociation.

ARTICLE 5 : Durée du marché

La durée du marché est de 14 mois.

ARTICLE 6 : Présentation de la candidature

- **Situation propre** : Critères relatifs à la situation personnelle d'opérateurs économiques (susceptibles d'entraîner leur exclusion), y compris exigences relatives à leur inscription à un registre professionnel ou du commerce.

Renseignement et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies :

- Candidature sous forme simplifiée – document Unique de Marché Européen (DUME). En remplacement des formulaires Dc1 et Dc2, les candidats peuvent présenter leur candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement d'exécution 2016/07 de la Commission européenne du 5 Janvier 2016 et disponible sur <http://dume.choruspro.gouv.fr>.
Candidature hors Dume : Les candidats fourniront impérativement les formulaires de déclaration suivants ou leurs équivalents : DC1 (lettre de candidature-habilitation du mandataire par ses cotraitants), DC2 'déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement).
Formulaires téléchargeables à partir du lien www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat
- Inscription à un registre professionnel ou de commerce : extrait Kbis de moins de 3 mois
- Document(s) attestant des pouvoirs des personnes habilitées à engager le candidat

- **Capacité technique et professionnelle** : Critères relatifs à la capacité technique et/ou professionnelle d'opérateurs économiques (susceptibles d'entraîner leur exclusion).

Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies :

- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels
- Effectifs moyens annuels et importance du personnel d'encadrement sur les 3 dernières années
- Références sur les 3 dernières années en rapport avec l'objet du marché c'est-à-dire sur les stations-services.

Traitement des documents DR :

- Annexe Z (Pièce jointe n°3)